

Le Répertoire National des Certifications Professionnelles (RNCP)

Résumé descriptif de la certification **Code RNCP : 24936**

Intitulé

MASTER : MASTER à finalité Professionnelle - Droit, Economie, Gestion - Mention : Droit international et européen - Spécialité : Sécurité Internationale, Défense, Intelligence Economique (SIDIE)

AUTORITÉ RESPONSABLE DE LA CERTIFICATION	QUALITÉ DU(ES) SIGNATAIRE(S) DE LA CERTIFICATION
Ministère chargé de l'enseignement supérieur, Université Nice Sophia Antipolis Modalités d'élaboration de références : CNESER	Président de l'université Nice Sophia Antipolis, Recteur de l'académie de Nice

Niveau et/ou domaine d'activité

I (Nomenclature de 1969)

7 (Nomenclature Europe)

Convention(s) :

Code(s) NSF :

128g Droit fiscal ; Droit des affaires ; Droit pénal ; Droit de l'environnement ; Droit de la santé ; Droit de la sécurité et de la défense ; Droit du transport etc

Formacode(s) :

Résumé du référentiel d'emploi ou éléments de compétence acquis

Liste des activités visées par le diplôme, le titre ou le certificat :

Le Master SIDIE forme des cadres capables de maîtriser les problématiques de sécurité internationale, défense nationale et intelligence économique au sein de structures privées ou publiques. Un diplômé du Master SIDIE peut exercer les activités suivantes :

Rechercher analyser synthétiser des informations concernant la sécurité internationale, la défense, l'intelligence économique

Actualiser les informations concernant l'environnement économique et géopolitique international d'un pays ou d'une zone régionale, ou d'une entreprise

Maîtriser l'analyse du risque pays

Maîtriser les réglementations internationales, européennes, nationales en matière d'exportation d'armes et de biens et technologies à double usage

Maîtriser les concepts et pratiques de l'intelligence économique (mobilisation des ressources informationnelles, des savoirs faire et des compétences au service de la création et du développement d'activités, de produits ou de projets stratégiques. Outre la valorisation de l'information informelle et une gestion dynamique des réseaux d'influence, c'est toute la dimension management et leadership, intelligence compétitive et stratégique qui doit être maîtrisée.

Maîtriser la méthodologie des agents intelligents, d'Internet (méthodologie de recherche appliquée, utilisation des sources formelles et informelles identification des signaux faibles) et plus généralement des TIC.

Maîtriser les règles conventionnelles ou coutumières du droit international humanitaire

Communiquer en français, en anglais et/ou dans une autre langue

Utiliser des outils bureautiques, exploiter des bases de données

Le titulaire du diplôme est capable de :

Proposer des orientations stratégiques sur la base d'analyses de risque pays, au sein d'entreprises ou de collectivités publiques

Conseiller des structures en matière de maîtrise des risques (sécurité économique)

Conseiller des structures en matière d'influence (action proactive sur l'environnement)

Réaliser des campagnes de lobbying

Concevoir des stratégies d'intelligence économique pour des entités publiques ou privées

Appliquer le droit international, européen, national en matière d'exportations d'armes et de biens et technologies à double usage dans des entreprises du secteur de la défense ou du secteur dual

Conseiller des méthodes de combat respectueuses du droit international humanitaire

Rédiger et vérifier un acte juridique

Procéder à une veille juridique

Secteurs d'activité ou types d'emplois accessibles par le détenteur de ce diplôme, ce titre ou ce certificat

Secteur de la défense et de la sécurité publique

Secteur de l'exportation d'armement ou de biens et technologies à double usage

Secteur du droit international humanitaire

Administrations centrales ou territoriales, ministère de la défense, ministère des Affaires étrangères et européennes, MINEFI

Secteur de l'Intelligence économique : Industries de production de biens et services, Industries des secteurs « sensibles », Industries de défense, PME PMI, Organisations internationales, ONG

Les titulaires du diplôme peuvent exercer dans les emplois suivants :

consultant en Intelligence économique,

analyste en Intelligence économique,

lobbyiste

personnel de la Défense (officier des trois armes ou de gendarmerie, commissaire des trois armes, analyste auprès d'un Ministère)

responsable de l'Export control
 expert en Sécurité publique
 manager en sécurité publique / sécurité privée
 responsable en organisation
 administrateur de Mission en ONG
 responsable du développement pour le compte d'une Entreprise, d'une Organisation Internationale ou d'une ONG
 juriste d'entreprise
 juriste dans une administration nationale ou territoriale, une organisation internationale ou une ONG

Codes des fiches ROME les plus proches :

- K1703 : Direction opérationnelle de la défense
- K1704 : Management de la sécurité publique
- K1706 : Sécurité publique
- M1402 : Conseil en organisation et management d'entreprise
- M1403 : Études et perspectives socio-économiques

Modalités d'accès à cette certification

Descriptif des composantes de la certification :

Les composantes de la certification sont les Unités d'Enseignements décrites dans la liste ci-après.

Ces unités peuvent être acquises par la formation ou la validation des acquis (VAE)

Le master se compose de deux semestres de master 1 et deux semestres de master 2.

En Master 1, les contenus pédagogiques des UE assurent un socle commun en droit international et européen (contentieux communautaire, droit international du commerce, des droits de l'homme, introduction à l'intelligence économique, droit international des nouvelles technologies, droit des affaires européennes, droit des organisations internationales, anglais juridique).

En Master 2, la formation comprend des enseignements théoriques et pratiques dispensés par des universitaires et des professionnels, de fin septembre à fin avril. La formation est ouverte à l'alternance, avec un aménagement des emplois du temps.

La formation du M2 se déroule dans les UE suivantes :

1er semestre :

UE Fondamentales : Droit de la sécurité internationale, Intelligence économique.

UE de Spécialisation : Politiques de défense et organisation de la défense, Economie de la défense, Sécurité civile, Droit de la non-prolifération et du désarmement,

Anglais professionnel

Introduction au droit de l'Union européenne (option)

2ème semestre

UE Fondamentales : Droit international humanitaire, Géopolitique

UE de spécialisation : Intelligence économique, Défense européenne

Anglais professionnel

Ateliers

Séminaire sur la Coopération civilo-militaire

Séminaire sur l'Actualité de la justice pénale internationale Cycle de conférences en Intelligence économique, export control, non-prolifération

Session étudiants de troisième cycle à l'IHEDN 3è cycle

Participation au salon EURONAVAL (option)

Actualité du droit de l'Union européenne, (option)

Le stage de trois mois au minimum est obligatoire, en France ou à l'étranger. Il doit faire l'objet d'un rapport évalué par l'enseignant référent du Master 2.

Le bénéfice de l'acquisition d'une composante (unité) par la VAE ou par la formation est illimité

Validité des composantes acquises : non prévue

CONDITIONS D'INSCRIPTION À LA CERTIFICATION	QUINON	COMPOSITION DES JURYS
Après un parcours de formation sous statut d'élève ou d'étudiant	X	Le jury est composé d'enseignants, enseignants-chercheurs et de professionnels ayant contribué aux enseignements ou choisis en raison de leur compétence sur proposition des personnels chargés de l'enseignement
En contrat d'apprentissage	X	Si l'ingénierie pédagogique le permet
Après un parcours de formation continue	X	Idem statut d'étudiant
En contrat de professionnalisation	X	Idem statut d'étudiant
Par candidature individuelle	X	Possibilité pour tout ou partie du diplôme par VES ou VAP.

Par expérience dispositif VAE	X	Le jury est composé d'enseignants, enseignants-chercheurs et de professionnels
-------------------------------	---	--

	OUI	NON
Accessible en Nouvelle Calédonie		X
Accessible en Polynésie Française		X

LIENS AVEC D'AUTRES CERTIFICATIONS

ACCORDS EUROPÉENS OU INTERNATIONAUX

Base légale

Référence du décret général :

Arrêté du 25 avril 2002 publié au JO du 27 avril 2002

Référence arrêté création (ou date 1er arrêté enregistrement) :

Arrêté du 29 décembre 2014 relatif aux accréditations de l'Université de Nice à délivrer les diplômes nationaux n°**20080931**

Référence du décret et/ou arrêté VAE :

Le décret N°2013-756 du 19/08/2013 articles R.613-33 à R.613-37.

Références autres :

Pour plus d'informations

Statistiques :

Statistiques d'insertion disponibles auprès de l'observatoire de la vie étudiante (UNICEPRO~OVE).
<http://unice.fr/unicepro/enquetes-et-statistiques/>

Autres sources d'information :

Université Sophia Antipolis (Nice) (UNS) : Provence-Alpes-Côte d'Azur - Alpes-Maritimes (06) [nice]
[Université de Nice Sophia-Antipolis](#)

Lieu(x) de certification :

Ministère chargé de l'enseignement supérieur : Provence-Alpes-Côte d'Azur - Alpes-Maritimes (06) [Nice]
 Institut du Droit de la Paix et du Développement - Avenue Doyen Louis Trotabas - 06050 Nice Cedex 01

Lieu(x) de préparation à la certification déclarés par l'organisme certificateur :

Institut du Droit de la Paix et du Développement - Avenue Doyen Louis Trotabas - 06050 Nice Cedex 01

Historique de la certification :